

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-042 - Séance du 19/05/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le mercredi 19 mai à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES, légalement convoqué, s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire.

Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie dématérialisée aux membres du conseil municipal le 13 mai 2021.

Présent(s) :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Marie-Thérèse AMALVY, François RODENAS, Damien CORDEAU, Claire VITOU, Valérie DALMAS, Séverine MONIN, Christophe DOLL, Olivier TAPIE, Martin FAURE.

Absent(s) représenté(s) :

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER Christiane GAUBERT pouvoir à David CARBONELL Marie-France TEXIER pouvoir à Christophe KASZUBA Josiane DEVESA pouvoir à Olivier TAPIE Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN Bernard VIDAL pouvoir à Valérie DALMAS Patricia VANGREVELYNGHE pouvoir à Ludovic DUCAMP François-Xavier CHAZOTTES pouvoir à Martin FAURE Olivier DURIX pouvoir à Damien CORDEAU Xavier POTAVIN pouvoir à Claire VITOU Emilie CHENOT pouvoir à Christophe DOLL Nadine GUILLON pouvoir à Sandrine GAUTIER.

Absent(s) :

Secrétaire de séance : Damien CORDEAU.

N° DLM-2021-042 - MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Madame Séverine MONIN, conseillère municipale rapporte :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par son organe délibérant.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services et de mettre à jour le tableau des effectifs en conséquence.

En l'espèce, dans le cadre de l'évolution des effectifs (départs d'agents, besoins en effectifs supplémentaires, reclassements, évolution de carrière ou modification de temps de travail), il est proposé au conseil municipal de procéder à la modification du tableau des effectifs afin d'enregistrer les modifications suivantes :

- Création d'un poste d'adjoint administratif sur des fonctions d'instructeur du droit des sols suite à un recrutement,
- Création d'un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe suite à un avancement de grade,
- Création de 5 postes d'adjoint technique au sein de la direction de l'entretien général pour faire face à la crise de COVID et anticiper les besoins du futur groupe scolaire.

Il est proposé au conseil municipal de valider le tableau des effectifs tel que présenté ci-dessous :

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Filière/cadre d'emplois	Catégorie	Temps complet	Temps non complet	Total général
Administrative				
Attaché principal	A	2		2
Attaché	A	3		3
Rédacteur principal 1ère classe	B	1		1
Rédacteur principal 2ème classe	B	2		2
Rédacteur	B	3		3
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	8		8
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	9	1	10
Adjoint administratif	C	9	2	11
Total Administrative		37	3	40
Animation				
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	C	7		7
Adjoint d'animation	C	8	1	9
Adjoint d'animation principal de 1er classe	C	1		1
Total Animation		16	1	17
Medico Sociale				
Puéricultrice de classe supérieure	A	1		1
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	C	1		1
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe	C	2		2
Total Medico Sociale		4		4
Police				
Brigadier chef principal	C	5		5
Total Police		5		5
Sociale				
Agent social principal 2ème classe	C	2		2
Agent social	C	2		2
Agent spécialisé principal 1ère classe des écoles maternelles	C		1	1
Agent spécialisé principal 2ème classe des écoles maternelles	C	2	2	4
Educateur de jeunes enfants	B	2		2
Total Sociale		8	3	11
Sportive				
Educateur des APS principal 2ème classe	B	1		1
Educateur des APS	B	1		1
Total Sportive		2		2
Technique				
Ingénieur	A	1		1
Agent de maîtrise principal	C	1		1
Agent de maîtrise	C	1		1
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	2	1	3
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	7	1	8
Adjoint technique	C	24	18	42
Total Technique		36	20	56
Culturelle				
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	1		1
Assistant enseignement artistique principal 2ème classe	B		1	1
Total Culturelle		1	1	2
Total général		109	28	137

Le conseil municipal ouï l'exposé de Madame Séverine MONIN et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ACCEPTE** la mise à jour du tableau des effectifs tel que présentée ci-dessus.

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 31/05/2021

Reçu en préfecture le 31/05/2021

Affiché le

Berger
Levisault

ID : 034-213400229-20210519-DLM_2021_042-DE

Pour extrait certifié conforme au registre,

Le mercredi 19 mai,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.